

24 janvier 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclarations à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Avraham Burg, président du Parlement israélien et M. Ahmed Qurei, président du Conseil législatif palestinien, sur la nécessité de négocier le retour de la paix au Proche-Orient, Paris, le 24 janvier 2002.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais vous dire l'importance que les autorités françaises ont attachée à la présence, à l'invitation du Président de l'Assemblée Nationale, à Paris, hier et aujourd'hui, à la fois du Président de la Knesset et du Président du Conseil national palestinien.

Nous avons eu ce matin et à l'occasion du déjeuner des entretiens d'abord bilatéraux et ensuite communs et j'ai ressenti cette petite flamme que chacun doit entretenir autant que faire se peut et qui est la flamme susceptible d'éclairer le chemin, actuellement un peu ténébreux, de la paix mais qu'il faudra bien emprunter et emprunter jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la table de négociations.

Cette présence des deux Présidents, ensemble capables de parler avec coeur, avec intelligence, avec espoir, qui affirment qu'il n'y a pas de fatalité à l'engrenage de la violence et que l'intérêt de tous c'est le retour à la paix, est un geste qui, pour la France, est extrêmement important.

M. AVRAHAM BURG - Monsieur le Président, mon cher ami, M. ABOU ALA, je tiens à remercier tout particulièrement le Président de la République française mais aussi la nation française qui nous a permis ici de nous retrouver, deux peuples anciens, deux peuples sages, aussi, mais deux peuples qui sont à l'instant engagés dans une impasse, de nous retrouver donc à Paris pour essayer de renouer la voie des négociations.

Monsieur le Président, vous avez parlé tout à l'heure d'une petite flamme, d'une petite lueur, et c'est notre fonction à nous, moi, Président de la Knesset, et mon ami ABOU ALA en tant que Président du Conseil législatif palestinien, de rapporter de Paris cette flamme, cet esprit également, pour en faire un flambeau, pour en faire une flamme qui, en fait, éclairera la route et non pas brûlera la maison. Car le feu peut avoir ces deux fonctions.

En tout cas, Monsieur le Président, c'est la fonction de l'espoir qui doit être rendue au Moyen-Orient car, sans la paix au Moyen-Orient, ce n'est pas seulement le Moyen-Orient qui est menacé, c'est la paix du monde tout entier. Et il est nécessaire pour le monde entier que le Moyen-Orient ne soit pas en flammes, ne brûle pas, car un Moyen-Orient qui deviendrait un brasier serait un danger pour le monde entier.

Monsieur le Président, vous avez promis de faire tous les efforts possibles, de mobiliser toutes les bonnes volontés pour nous remettre sur la route de la paix. Nous sommes venus ici en tant qu'amis personnels mais nous voudrions repartir pour redonner à nos deux nations l'espoir de mettre fin à la voie de la guerre comme cela a été fait déjà en Afrique du sud, entre les pays de l'Europe de l'est et de l'Europe de l'ouest, comme cela a été fait en Irlande. Et je pense que nous pourrions revenir avec cette lueur de paix grâce à vos efforts, ce pourquoi je vous remercie, Monsieur le Président.

M. AHMED QUREI - Monsieur le Président, Monsieur BURG, j'exprime un très grand bonheur à

me trouver ici pour cette rencontre qui nous a réunis, suite à cette grande initiative prise par le Président de l'Assemblée Nationale pour nous réunir et pour prouver que le dialogue est possible, pour que ce dialogue se répercute aussi sur le terrain. Nous ne pouvons pas cesser d'espérer que la sagesse prévaudra et que l'on retournera à la table des négociations. Nous gardons cet espoir car les opérations de destruction, les opérations violentes ne peuvent servir ni la sécurité ni la paix. Seul le dialogue est la voie, seule la négociation permet cet espoir. Nous espérons donc avoir éclairé une bougie sur cette route et que, dans les prochains jours, grâce à votre entreprise, Monsieur le Président, celle de l'Union européenne, celle des Etats-Unis d'Amérique, elle deviendra un éclairage, une véritable réalité. Merci encore, Monsieur le Président, merci à la France de cette rencontre.

QUESTION - Monsieur le Président, on note un désintérêt envers ce qui se passe dans les territoires occupés, je parle de la guerre sanglante qui a lieu. Quels sont les efforts que vous comptez entreprendre pour essayer de mettre fin à cette guerre et pour aider le Président Yasser ARAFAT ?

LE PRESIDENT - On ne peut pas parler de désintérêt, ce serait profondément injuste, car tout le monde est plus concerné que jamais par ce qui se passe au Moyen-Orient. En revanche, on peut, c'est vrai, parler d'une certaine impuissance. Parmi les initiatives que chacun est en mesure de prendre et qui ne sont pas très efficaces, je le reconnais, il y a celle qu'ont prise les deux Présidents, qui est une initiative de paix, de sagesse, une initiative profondément humaine. Nous la soutenons et je souhaite qu'elle puisse se développer.

QUESTION - M. BURG, quand comptez-vous vous rendre à Ramallah ?

M. AVRAHAM BURG - Le plus tôt sera le mieux.